

## Document-8.2.4-Développement et partage d'idées et de connaissances

**L'accession PR1991.0296** fait partie du **fonds Association canadienne-française de l'Alberta (SL0015)**.

Le 13 décembre 1925, le Cercle Jeanne d'Arc, soutenu par les Chevaliers de Colomb, a organisé un congrès pour 400 francophones à l'hôtel Macdonald d'Edmonton afin de discuter de la possibilité de créer une association provinciale française. Un comité provisoire a été formé lors de cette première rencontre. Il avait pour mandat de veiller aux divers aspects de la vie culturelle francophone en Alberta, y compris la vie religieuse, morale, sociale, intellectuelle et économique. Cependant, son principal souci était l'éducation et la survie de l'identité franco-albertaine.

Le comité a été chargé de rédiger une constitution et six mois plus tard, soit le 12 juillet 1926, le document était complété. La nouvelle constitution, ratifiée lors de la première assemblée générale de l'organisation, a marqué la création officielle de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA).

Au départ, l'ACFA était composée de cercles paroissiaux régis par un bureau principal à Edmonton. Les paroisses envoyaient un délégué à l'assemblée générale annuelle pour chaque contribution de 25 dollars au bureau principal. Bien que ces assemblées fussent ouvertes à tous les Franco-Albertains, le fait qu'elles avaient lieu à Edmonton rendait difficile la participation des membres qui habitaient à l'extérieur d'Edmonton. En outre, étant donné que l'ACFA était basée sur l'affiliation des paroisses, les villes comprenant de nombreuses paroisses jouissaient d'une plus grande importance quant à la politique et la direction globale de l'organisation. Par conséquent, au tout début, l'ACFA a été dirigée par les centres urbains : Edmonton et, à un moindre degré, Calgary.

Afin d'instaurer un meilleur équilibre, la constitution a été modifiée en 1930 pour permettre aux centres éloignés de former des comités composés de représentants des cercles paroissiaux. La première réorganisation régionale a eu lieu à Rivière-la-Paix. Puis, en 1961, l'ACFA a dissocié les associations régionales des paroisses pour les organiser plutôt par lieu et densité de la population francophone. Par la suite, ces nouvelles associations régionales se sont incorporées individuellement, permettant ainsi une semi-autonomie par rapport à l'ACFA provinciale.

En 1928, à la suite d'un différend avec le journal francophone *L'Union*, l'ACFA a fondé son propre journal hebdomadaire, appelé *La Survivance*. Le nouveau journal est devenu le premier moyen de communication entre les représentants et les membres de l'organisation. En tant que tel, le journal représentait la tentative de l'ACFA pour consolider l'identité franco-albertaine et forger des rapports plus étroits entre les différents groupes de francophones de la province.

Vers 1920-1930, l'ACFA a connu un déclin du nombre de ses membres. Cette baisse était liée au mouvement général d'éloignement des cercles paroissiaux pour le divertissement et les loisirs communautaires. La communauté francophone commençait à vouloir faire partie de la société anglaise de l'Alberta, diminuant ainsi l'importance des associations paroissiales françaises traditionnelles. Au lieu de se rassembler dans les églises pour les loisirs, les francophones de l'Alberta participaient de plus en plus aux activités culturelles plus variées de la communauté anglophone. Au-delà des problèmes évidents que cela posait pour la communauté

francophone par rapport à l'assimilation culturelle, l'éloignement des membres des paroisses, qui étaient la base de l'identité francophone, a eu un effet sur la capacité de l'ACFA à recruter des membres, ainsi que sur les droits d'adhésion. La crise des années 1930 aggrava la situation à un point tel que l'association a presque disparu. Vers la fin de la grande dépression, l'association s'était réorganisée. Les membres ordinaires, qui avaient précédemment résisté au système qui donnait le pouvoir aux élites urbaines d'Edmonton et Calgary, s'étaient éloignés de l'organisation. À leur place, les élites des domaines médical et juridique étaient désormais majoritaires.

En plus des discussions avec le gouvernement, l'ACFA montra son engagement envers l'éducation en formant des organismes liés à l'enseignement du français dans les écoles. En 1926, l'ACFA a créé l'Association des instituteurs bilingues de l'Alberta (AIBA). Elle a également facilité la création de l'Association des commissaires bilingues de l'Alberta (ACBA). En outre, l'ACFA a fondé des bibliothèques françaises et a établi un système d'inspections et de visites dans les écoles françaises et bilingues. Cependant, conformément à l'objectif de l'association touchant l'aide prévue pour tous les aspects de la vie des Franco-Albertains, l'ACFA a ensuite porté son attention sur les préoccupations économiques et agricoles de ses membres. En réponse à ces besoins, l'ACFA a favorisé la création des caisses populaires, d'abord à Calgary, puis partout en province. En 1963 il y avait 16 autres caisses populaires francophones en Alberta. En 1997 l'ACFA a fondé la Chambre économique, qui offrait une gamme complète de services économiques à la communauté franco-albertaine.

Dans les années 1930-1940, l'ACFA organisait ses assemblées annuelles autour de thèmes précis. Par exemple, en 1939 le thème était les coopératives et en 1941 c'était les problèmes liés à la colonisation. Cependant, ces idées avaient tendance à être éclipsées par les intrigues politiques et le fanatisme anti-francophone courants dans la province. En 1949, en réponse à ces réalités, l'ACFA a créé CHFA, une station de radio française visant à contrecarrer les influences anti-francophones et l'assimilation.

Au cours des années 1950, l'ACFA a connu une crise de financement. Sa popularité était en baisse, provoquant une diminution des dons. En réponse, l'ACFA a mis en place des organismes satellites qui ont non seulement aidé les Franco-Albertains, mais qui ont également profité à l'ACFA. Tout d'abord il y a eu l'Almanach franco-albertain, créé en 1959, ainsi que l'Assurance-vie Desjardins et le Service de sécurité familiale. Puis, en 1965, un système de compagnies d'assurance de dommages a été mis en place grâce à l'aide de Sécurité du Canada (compagnie d'assurances). Ces établissements ont contribué au financement de programmes.

La communauté francophone a fait de grands progrès dans les années 1960 en matière de droits et d'enseignement. En 1964, l'ACFA a été constituée en personne morale en vertu d'une loi provinciale, la consolidant de ce fait comme entité liée à sa charte et capable d'exister indépendamment du conseil d'administration et des membres. En 1968 les pressions politiques exercées par l'ACFA ont mené à des dispositions législatives permettant le français d'être la langue d'enseignement 50% du temps dans les écoles publiques. Puis en 1976, ce pourcentage est passé à 80%. La *Charte canadienne des droits et libertés*, signée en 1982, a accordé à tous les Canadiens le droit de choisir le français comme langue d'enseignement, permettant ainsi à toutes les écoles françaises de recevoir des fonds publics.

La création du Secrétariat d'État du Canada en 1969, qui est devenu par la suite le ministère du Patrimoine canadien, a permis à l'ACFA d'élargir son mandat grâce au financement qu'il lui accordait. L'ACFA a notamment joué un rôle plus actif dans l'organisation d'activités culturelles.

Au niveau provincial, la gestion de l'ACFA est assurée par un conseil d'administration élu et un comité exécutif. L'ACFA fournit des services aux associations régionales de Wood Buffalo, Plamondon/Lac La Biche, Rivière-la-Paix, Grande Prairie, Bonnyville/Cold Lake, Saint-Paul, Centralta, Edmonton, Jasper, Red Deer, Calgary, Lethbridge et autres centres locaux. La mission de l'ACFA est de rallier les forces vives de la société afin de protéger les acquis, faire avancer les droits et accroître la vitalité de la collectivité francophone de l'Alberta.

Les anciens présidents de l'ACFA sont : Joseph-Étienne Amyot (1926–1927), Adéodat Boileau (1927–1928), Jean-Louis Petitclerc (1928–1932), Lucien Dubuc (1932–1934), Léon-Omer Beauchemin (1934–1946), Louis-Phillipe Mousseau (1946–1952), Joseph-Oreux Pilon (1952–1955), André Miville Déchène (1955–1962), Louis A. Desrochers (1962–1964), Lucien Maynard (1964–1966), Joseph Moreau (1966–1967), Gérard Diamond (1967–1969), Roger Motut (1969–1971, 1978–1980), Jules Van Brabant (1971–1973), François McMahan (1973–1975), Hervé Durocher (1975–1977), Jean-Paul Bugeaud (1977–1978), Roger Lalonde (1980–1982), Gaston Renaud (1982–1983), Guy Goyette (1983–1985), Myriam Laberge (1985–1986), Georges Arès (1986–1989), France Levasseur-Ouimet (1989–1991), Denis Tardif (1991–1993), Paul Denis (1993–1995), John Moreau (1995–1997), Louise Villeneuve (1998–1999), Suzanne Dalziel (2000–2001), Ernest Chauvet (2001–2004) et Jean Johnson (2004–2009). La présidente actuelle est Dolorèse Nolette (2009–).

Le fonds, dont la majorité des documents sont en français, est vaste et comprend des documents textuels, des photos et des enregistrements vidéo et sonores qui retracent l'évolution de l'ACFA, datant de 1912 à 2004. Il se compose de documents régionaux, provinciaux et nationaux, y compris des documents administratifs et financiers, des procès-verbaux, de la correspondance et des publications concernant l'ACFA et des organismes étroitement liés à l'ACFA.

Pour une description complète du fonds Association canadienne-française de l'Alberta, visitez notre site : <https://hermis.alberta.ca/paa/Details.aspx?ObjectID=SL0015&dv=True&deptID=1>.

## **L'accession PR1979.0271 fait partie du fonds Lucien Dubuc (SL2026).**

Lucien Dubuc est né le 29 novembre 1877 à Saint-Boniface (Manitoba), le fils de Joseph Dubuc et Marie-Anne Hénault.

Sir Joseph Dubuc est né au Québec mais a déménagé au Manitoba en 1870 à la demande de Louis Riel. Il est devenu un éminent journaliste, avocat, homme politique et juge. Il a été juge en chef du Manitoba de 1903 jusqu'à sa retraite en 1909.

Lucien Dubuc a fait ses études à l'Université du Manitoba. En 1900 il a déménagé à Edmonton, qui faisait partie des Territoires du Nord-Ouest, pour exercer le droit. Il a travaillé comme avocat jusqu'en 1920, lorsqu'il a été nommé à la Court of the District of Northern

Alberta. En 1921, il a été nommé magistrat stipendiaire aux Territoires du Nord-Ouest et au cours des années il a jugé de nombreuses causes sur l'île Herschel. Il a été le premier juge en Alberta à permettre des actions en justice en français, en 1924. Il a présidé les séances de la cour dans le district judiciaire de Rivière-la-Paix jusqu'en 1934, lorsqu'il a été transféré à Edmonton. Il a occupé le poste de président de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) de 1932 à 1934. Il était titulaire d'un doctorat honorifique en droit de l'Université Laval (1937). En 1944, Dubuc a été nommé juge en chef de la Court of the District of Northern Alberta. Il a remis sa démission en 1948 en raison de sa mauvaise santé. En 1952, il a été nommé conseil de la reine. Dubuc et sa femme ont eu deux fils, Michel et André, et une fille, Jeanne Marguerite (Perrier). Dubuc est mort le 5 mars 1956.

Le fonds couvre la période de 1888 à 1979 et se compose de renseignements autobiographiques préparés par sir Joseph Dubuc pour ses enfants, y compris *Récit autobiographique pour mes enfants*, *Récit autobiographique de 1887 à 1910*, *Mémoires d'un Manitobain* et *Autobiographie et lettres*. Il comprend aussi un album de photos des voyages de Dubuc à Aklavik (Territoires du Nord-Ouest, 1924), l'île Herschel (Yukon, 1923), Providence et MacPherson (Territoires du Nord-Ouest, 1921), Fort Providence, Fort Good Hope, Fort Norman, Hay River, Fort Simpson, Fort MacPherson, Fort Chipewyan, Fort McMurray, Fort Resolution et Fort Wrigley. Le fonds comprend aussi un album contenant de la correspondance, des coupures de presse, des photos de Lucien Dubuc et autres documents. Plusieurs coupures de presse portent sur les procès jugés par Dubuc dans les Territoires du Nord-Ouest. Le fonds comprend aussi un album de photos contenant plus d'une centaine de photos des Inuits, de l'île Victoria, de l'île Herschel, de navires, de chiens et de la famille Klengenber, datant du début des années 1920. L'album lui avait été présenté par Christian Klengenber, un explorateur et marchand danois qui habitait avec les Inuits dans les environs de l'île Victoria. Les documents sont en français et anglais.

Pour une description complète du fonds Lucien Dubuc, visitez notre site :

<https://hermis.alberta.ca/paa/Details.aspx?ObjectID=SL2026&dv=True&deptID=1>.